

Bruno Cavagné, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP) et François Coville, président de la FRTBP. Photo P.C.



Assainissement des villes : une bombe à retardement

Faute d'un renouvellement des réseaux, les professionnels des travaux publics s'inquiètent. La crise ostréicole de décembre dernier due à un assainissement vieillissant pourrait se répéter.

Philippe Créhange

● La crise du norovirus chez les huîtres bretonnes, en décembre dernier, avait déjà levé le voile à travers l'alerte des associations environnementales. Le constat dressé ce mercredi par les professionnels des travaux publics le confirme : les

réseaux d'assainissement bretons sont une véritable bombe sanitaire à retardement sous nos pieds. « C'est un réseau qui a été posé il y a 40 ou 50 ans. Il fuit de partout. Donc dès qu'il y a de fortes pluies, ça déborde », explique François Coville, président de la Fédération régionale des travaux publics (FRTBP). Résultat : des eaux sales qui se jettent directement dans la mer, ce sont des maladies humaines pouvant potentiellement se propager comme ce fut le cas pendant les fêtes avec la « gastro » de l'huître.

Un coût faramineux

La solution existe : il faut refaire tous les réseaux ou presque. Mais c'est un chantier titanesque. « Le taux de renouvellement est de 0,4 ou 0,5 %. Cela signifie que les moyens financiers mis aujourd'hui par les communes pour l'assainissement permettent de renouveler un réseau tous les 300 ans ! » Cela donne une idée du volume d'argent à mobiliser...

« On alerte les élus là-dessus », assure François Coville. Mais le budget à prévoir est tellement monstrueux que tout le monde ou presque fait l'autruche. Jusqu'à prendre des décisions parfois surprenantes. Sans la citer, le président de la FRTBP évoque le cas de cette commune bretonne contrainte de faire une tranchée de 100 mètres sur une route toute neuve en raison de l'effondrement du réseau d'assainissement quelque temps après l'inauguration. Réseau que ladite commune n'avait pas souhaité refaire pour des raisons budgétaires malgré la construction de la nouvelle route. Un véritable gâchis d'argent public.

Des emplois à la pelle

« Il y a un vrai patrimoine à entretenir », insiste le patron des TP. D'autant que refaire les réseaux d'assainissement, c'est aussi une économie de consommation d'eau à la clé, rappelle-t-il. « Car à cause des fuites, on perd 15 % de ce que l'on

produit ». Mais dans ce domaine, la Bretagne peut se rassurer. Elle ne fait pas forcément partie des plus mauvais élèves. « La moyenne en France est de 25 % », relève Bruno Cavagné, président de la FNTP, présent à Rennes ce mercredi pour l'assemblée générale de la branche régionale. Un secteur qui croule sous les contrats. « On a réalisé 12 % de croissance en 2019 alors qu'on imaginait 3 %. Au niveau national, on va embaucher 200 000 personnes dans les cinq ans ». La Bretagne a sa part du gâteau. L'an passé, les 500 entreprises de la région ont réalisé près de 2 milliards d'euros de travaux. « On avait perdu un quart de notre activité entre 2010 et 2015. Il y a un rattrapage des communes qui ont investi. Mais notre problématique est de trouver des collaborateurs et de les former », souligne François Coville. Actuellement, il y a 2 000 emplois à pourvoir dans le secteur en Bretagne, dont 1 000 en CDI. De l'ouvrier à l'ingénieur. Avis aux amateurs.

il faut lire de distribution